

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 21/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **HOPITAUX UNIVERSITAIRES de STRASBOURG**

1 place de l'hôpital  
67000 Strasbourg

Références : 0937/AD/AG  
Code AIOT : 0006700937

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2023, dans l'établissement BLANCHISSERIE des HOPITAUX UNIVERSITAIRES de STRASBOURG, implanté rue Jean Giraudoux HautePierre 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite, dont la thématique est : « Incompatibilité chimique dans les industries », est réalisée dans le cadre du plan d'actions régionales 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HOPITAUX UNIVERSITAIRES de STRASBOURG
- rue Jean Giraudoux HautePierre 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700937
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS) exploitent une blanchisserie située 1 rue Jean Giraudoux à Strasbourg.

Le site est autorisé à exploiter son activité de blanchisserie, par arrêté préfectoral du 15 octobre

1979, et l'exploitant, par courrier du 10 novembre 2011, a demandé à mettre à jour son classement ICPE comme suit :

- rubrique 79-2 blanchiment de tissus organiques par les hypochlorites (autorisation) ;
- rubrique 2340-1 blanchisserie (enregistrement) ;
- rubrique 251-2 atelier d'emploi de liquides halogénés (déclaration) ;
- rubrique 1220-3 emploi et stockage d'oxygène (déclaration).

**Le thème de visite retenu est le suivant :**

- Incompatibilité chimique

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délai
2	Identification et localisation des risques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 10	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Consignes	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 22	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	État des matières stockées – connaissance des produits	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, articles 11 et 12	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Mise en œuvre des préconisations des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 25.I	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Gestion des incompatibilités	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 25.II alinéa 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 8	/	Sans objet
7	Étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 25.II alinéas 1 et 2	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

**- Non-conformités :**

Le recensement des parties de l'installation mettant en œuvre des matières susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre est incomplet puisqu'il n'inclut pas les matières combustibles qui peuvent

induire un risque d'incendie.

Les consignes générales d'exploitation et de sécurité n'incluent pas les conditions de conservation et de stockage de l'ensemble des produits incompatibles détenus.

L'état des stocks et les plans présentés ne reprennent pas l'ensemble des produits dangereux détenus sur site (mais uniquement les produits lessiviels utilisés en blanchisserie) et en cas d'incendie, l'identification et la localisation exactes des risques ne peuvent être mises à la disposition des services d'incendie et de secours.

Concernant la prévention des risques et les conditions de stockage des produits chimiques, certains points préconisés par les fiches de données de sécurité ne sont pas pris en compte par l'exploitant.

Concernant la prévention des pollutions accidentelles, il a été constaté que :

- tous les produits chimiques dangereux ne sont pas stockés sur rétention ;
- et que des produits incompatibles sont parfois entreposés sur un dispositif de rétention commun.

#### **- Observations, questions :**

Au vu des évolutions législatives mais également organisationnelles, intervenues depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation de la blanchisserie du 15 octobre 1979, l'exploitant veillera à transmettre, à la préfecture, un courrier de positionnement sur les rubriques ICPE qui ont fait l'objet d'une modification ou qui relèvent des pratiques actuelles.

Il est attendu que l'exploitant étudie la situation de ses installations au regard de la rubrique 2718 (Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), la présence d'un emballage contenant des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) ayant été constaté lors de la visite.

De plus, concernant les conditions d'entreposage des produits chimiques, l'exploitant devra apporter la preuve qu'il maîtrise :

- les températures de stockage préconisées par les FDS pour les produits stockés sur le quai de livraisons et dans la cave ;
- les volumes de rétention pour les récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres et d'un volume global inférieur à 800 litres (pour lesquels le volume de rétention doit être égal au volume de produit stocké).

#### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Surveillance de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 8
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Surveillance de l'installation et accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients que son exploitation induit et des produits utilisés ou stockés dans l'installation.  Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
<b>Constats :</b> Le site est équipé d'un système de vidéosurveillance relié à un poste de sécurité déporté, dont les agents peuvent intervenir à tout moment (jour/nuit, semaine, week-end et jours fériés).  Le plan d'opération interne (POI), mis en place au sein de la blanchisserie, reprend le nom et les coordonnées téléphoniques des différentes personnes qui ont connaissance de la conduite de l'installation et des dangers induits par l'activité.  Par ailleurs, le portail de la blanchisserie est ouvert pendant les phases d'exploitation. Pendant cette période, l'exploitant a indiqué que l'intégralité des agents travaillant sur site ont pour consigne de signaler toute intrusion de personne étrangère. Pour cela, un numéro de téléphone interne dédié est mis en place. L'inspection a constaté que la procédure, reprenant les numéros d'urgences, est affichée à divers endroits de la blanchisserie.  Concernant la procédure relative aux livraisons, une plage de livraisons fixe a été définie par l'exploitant. Ainsi les livreurs sont pris en charge par le personnel du site, qui est préalablement informé de la livraison. Le chauffeur décharge les produits sur le quai puis les agents se chargent de les acheminer et les ranger dans les zones dédiées. Il n'y a pas d'opération de dépotage sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Identification et localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 10
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Identification et localisation des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant détermine, pour chacune de ces parties de l'installation, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
<b>Constats :</b> Un plan général mentionnant les zones à risques a été présenté par l'exploitant. Les zones identifiées sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- les zones de stockage des produits lessiviels et le risque retenu est celui des émanations toxiques. Sur site, des panneaux et affichages sont présents sur les portes de ces locaux ;</li><li>- la zone de stockage des DASRI avec le risque de coupure.</li></ul> Toutefois, il a été constaté que le local de maintenance du 1 <sup>er</sup> étage (où sont stockés des produits chimiques dangereux) n'est pas indiqué sur le plan général. De plus, les informations relatives au risque incendie ne figurent pas sur ce plan : les matières telles que le textile, le bois, le carton, etc. ne sont pas prises en compte. Enfin, dans le registre des matières détenues sur site, qui a été présenté, il n'est pas fait état des quantités maximales de matières combustibles présentes sur site (textiles, bois, cartons ...).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

### N° 3 : Consignes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 22
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Consignes générales d'exploitation et de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux concernés et/ou fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : (...) <ul style="list-style-type: none"><li>- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li><li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 25 (= isolement des eaux susceptibles d'être polluées) ;</li><li>- les modes opératoires ;</li></ul> (...)
<b>Constats :</b> Des « consignes générales de sécurité » et une procédure de « conduite à tenir en cas d'accident chimique » incluant le déversement accidentel de produits chimiques, ont été présentées à l'inspection. Ces consignes sont affichées à l'entrée des 2 locaux de stockage de produits chimiques. Des obturateurs magnétiques de protection des grilles d'égouts sont disponibles, dans le but d'isoler du réseau de collecte les éventuels produits déversés en cas d'accident.  En ce qui concerne les conditions de stockage au sein de ces 2 locaux, des emplacements ont été identifiés par nom de produits (d'après le fournisseur), pour faciliter le rangement pour les opérateurs.  Toutefois, il a été constaté : <ul style="list-style-type: none"><li>- que ces mesures ne sont pas appliquées au local de maintenance et à la cave ;</li><li>- l'absence de procédure relative aux conditions de stockage des produits non listés par le fournisseur ;</li><li>- la présence de 2 obturateurs de grilles d'égouts alors que le local du rez-de-chaussée possède 3 grilles d'évacuation au sol.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

#### N° 4 : État des matières stockées – connaissance des produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, articles 11 et 12
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, État des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. (art 11)  Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux. (art 12)
<b>Constats :</b> Un registre reprenant la liste des produits lessiviels utilisés en blanchisserie a été présenté aux inspecteurs. Il indique la quantité maximale pouvant être détenue sur site, la nature (ex. : désinfectant, détartrant ...) et le nom du produit. Ce registre est mis à jour tous les 6 mois ou en cas de changement de fournisseur. Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits détenus sur site sont disponibles sur le réseau intranet des HUS, accessible par l'ensemble des agents.  Cependant, le registre présenté ne mentionne pas l'ensemble des produits dangereux détenus sur site. En effet, il a été constaté la présence de produits non listés présentant des pictogrammes de dangers sur leur étiquetage, dans les locaux de stockage et dans le local de maintenance. Des produits lessiviels de l'ancien fournisseur, des produits de nettoyage-désinfection ou des produits utilisés par la maintenance, sont stockés en divers endroits, dont notamment les produits suivants : Hygenil Chlorine, P3 oxysan, P3 topax 960, Ozonit40, Asepsis ultra, Bacticlean, Incidin Liquid, Hygenil alca, Sekural fongi, Hydrogard ISO68, Major S20, Lubra K AHT, FluidForce, Aviaticon FF-HY68, Sanipur NS+, Multigerme+ fleur d'oranger, out trace D, Detartral, divers aérosols (Interflon ...), vernis/peintures (Alkydharzlack ...), gaz sous pression (Nevax ...), etc.  Par ailleurs, à la cave, une cuve de 1 000 l de Dermasil emulsion, qui était vide, a été réutilisée par l'exploitant pour contenir un mélange de résine et d'eau. L'étiquetage de la cuve ne correspond donc plus au produit contenu.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription



**N° 5 : Mise en œuvre des préconisations des FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thèmes :</b> Produits chimiques, Prévention des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la (les) fiche(s) de données de sécurité qui lui a (ont) été transmise(s) ;
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré que l'entreposage des produits s'opère : - soit selon les consignes du fournisseur, - soit selon un « tableau des incompatibilités entre produits chimiques », qui classe les produits en fonction des pictogrammes de danger que leur étiquetage mentionne. Ce type de tableau préconise que des produits peuvent être stockés ensemble sous conditions. Ces conditions figurent alors dans les fiches de données de sécurité (FDS).  Les FDS des produits lessiviels utilisés en blanchisserie ont été présentées aux inspecteurs.  Concernant les conditions de stockage de ces produits, l'inspection a constaté : - sur une même rétention, la présence de produits dont la FDS indique la mention « <i>Ne jamais mélanger avec d'autres produits</i> » : lunospet et cool intense / neutrapur forte et aquadiv / lunospet et bisoft perla / neutrapur et bisoft perla / peracid forte et cool intense ; - la présence sur une même rétention de bases et d'acides : au 1 <sup>er</sup> étage, présence de Neutrapur forte (acide formique), d'Osmatflux solis (hydroxyde de sodium et de potassium – base forte) et de Bisoft Perla (« <i>Ne jamais mélanger avec d'autres produits</i> ») sur une même rétention ; - la présence de produits de l'ancien fournisseur sur les rétentions définies par le nouveau fournisseur et dont l'étude de compatibilité chimique n'a pas été établie par ce dernier.
<b>Observations :</b> Concernant l'entreposage des produits suivants, l'exploitant devra apporter la preuve qu'il maîtrise les températures de stockage préconisées par leur FDS : - présence de cuves d'Osmatflux Solis (« à conserver dans un endroit sec et frais ») et de bidons de Neutrapur Forte (« à conserver entre 5° et 40°C »), contenant des résidus de liquide, stockés en plein soleil sur le quai de livraisons des produits lessiviels (cf. : contenants en attente d'être évacués pour recyclage) ; - présence de cuves d'acide sulfurique (« à conserver entre 4° et 30°C ») dans la cave, où la température est élevée du fait de la présence de machineries qui dégagent de la chaleur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

## N° 6 : Dimensionnement des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 25.I
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles – rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b>            Les rétentions observées apparaissent suffisantes sous les bidons de 200 litres et sous les cuves de 1 000 l.</p> <p>Néanmoins, il a été constaté l'absence de système de rétention sous certains récipients contenant des produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le local de maintenance, présence de divers produits stockés sur étagères ou à même le sol : Aviaticon FF-HY68, Hydrogard ISO68, Major S20, Lubra K AHT, FluidForce, Sanipur NS+, Multigerme+ fleur d'oranger, out trace D, Detartral, etc. ;</li> <li>- sur le quai de chargement, présence de résidus de produit encore présents dans le fond des cuves d'Osmaflux et bidons de Neutrapur stockés au sol ;</li> <li>- dans la cave, présence d'une cuve contenant un mélange de résine et d'eau hors rétention.</li> </ul>
<p><b>Observations :</b>            Des récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, d'un volume global d'environ 350 litres (donc inférieur à 800 litres), ont été observés sur une rétention dans le local de stockage du rez-de-chaussée.            L'exploitant devra justifier que le volume de la rétention est adapté à l'intégralité du volume de produit stocké.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

## N° 7 : Étanchéité des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 25.II alinéas 1 et 2
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles – rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste aux actions physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas constaté de défaut manifeste quant à l'état des dispositifs de rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Gestion des incompatibilités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 25.II alinéa 4
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles – rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence de produits incompatibles chimiquement stockés sur une même rétention :  - dans le local de stockage du rez-de-chaussée : les produits P3 Oxysan (acide) et P3 Topax 960 (base) sont stockés sur un même bac de rétention ; La FDS du Topax indique : « <i>ne pas entreposer près des acides</i> » et celle de l'Oxysan : « <i>conserver à l'écart des bases fortes</i> » et « <i>conserver uniquement dans le récipient d'origine, dans un endroit frais et bien ventilé, à l'abri de la lumière et des matières combustibles et des agents réducteurs (amines), des acides, des bases, des composés de métaux lourds (accélérateurs, agents siccatifs, sels métalliques)</i> » ;  - au 1 <sup>er</sup> étage : les produits Osmflux Solis (contenant des produits chimiques alcalins - hydroxydes de sodium et de potassium) et Neutrapur forte (acide formique) sont stockés sur un même bac de rétention. La FDS du Neutrapur indique « <i>ne jamais mélanger avec d'autres produits</i> » et « <i>produits incompatibles : bases fortes</i> ». Chimiquement, l'hydroxyde de sodium et l'hydroxyde de potassium (contenus dans l'Osmflux) sont réputés être des bases fortes. La FDS de l'Osmflux indique également « <i>ne jamais mélanger avec d'autres produits</i> ».
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription